

Chapitre 2-3: Comment expliquer le comportement électoral ?

Notions : -

- **Abstention électorale :** Décision d'un électeur inscrit sur les listes électorales de ne pas se rendre aux urnes à l'occasion d'un scrutin légalement organisé.

- **Participation électorale :** comportement d'un électeur inscrit exerçant son droit de vote.

- Variables lourdes du comportement électoral : variables identifiées par la sociologie électorale comme étant les plus prédictives du vote.

- **Vote sur enjeu :** idée selon laquelle les électeurs sont plus attentifs à « l'offre politique » du moment et moins sujets au vote de classe. Plus pragmatiques plus sensibles au contexte, ils voteraient en fonction des positions des candidats sur des enjeux précis.

- **Savoir-faire :**

Taux de participation : rapport entre le nombre de suffrage exprimés (blancs et nul compris) et le nombre des inscrits

Taux de mobilisation : rapport entre le nombre de suffrages exprimés et le nombre d'électeurs potentiels (population en âge de voter disposant ses droits civiques)

Introduction

I- Vers une démocratie de l'abstention ?

A-Comment a évolué l'abstention en France ?

B- Qui sont les non inscrits et les abstentionnistes ?

C- Comment expliquer la non participation électorale ?

- Assiste-t-on à un déclin du vote lié aux appartenances sociales ?

La thèse d'un vote influencé par les appartenances sociales...

1- « une personne pense politiquement comme elle est socialement » ?

2- Les variables lourdes aujourd'hui

.. contrecarrée par l'émergence d'un vote sur enjeux et d'un électoralat stratégique ?

1- Un déclin du vote de classe ?

2- Vers un vote sur enjeux ?

3- Les médias font-ils l'élection ?

Notions du programme à définir :

- Abstention électorale : Décision d'un électeur inscrit sur les listes électorales de ne pas se rendre aux urnes à l'occasion d'un scrutin légalement organisé.

- Participation électorale : comportement d'un électeur inscrit exerçant son droit de vote.

- Variables lourdes du comportement électoral : variables identifiées par la sociologie électorale comme étant les plus prédictives du vote.

- Vote sur enjeu : idée selon laquelle les électeurs sont plus attentifs à « l'offre politique » du moment et moins sujets au vote de classe. Plus pragmatiques plus sensibles au contexte, ils voteraient en fonction des positions des candidats sur des enjeux précis.

Savoir-faire

- Taux de participation électorale : rapport entre le nombre de suffrage exprimés (blancs et nul compris) et le nombre des inscrits

- Taux de mobilisation électorale : rapport entre le nombre de suffrages exprimés et le nombre d'électeurs potentiels (population en âge de voter disposant ses droits civiques)

Lecture et interprétation

- Tableaux à double entrée

- Représentations graphiques : histogrammes, diagrammes de répartition, représentation des séries chronologiques

INTRODUCTION : Depuis que les scrutins existent, on cherche toujours à anticiper leurs résultats, d'où l'omniprésence des sondages dans les médias, et à les expliquer après qu'ils se sont produits. Les politistes ont multiplié les modèles pour tenter d'expliquer les comportements électoraux et savoir comment les électeurs font leur choix. Mais avant d'expliquer pourquoi et pour qui les électeurs votent, il convient de chercher à comprendre pourquoi certains ne votent pas.

I- Vers une démocratie de l'abstention ?

La participation électorale est considérée comme l'un des traits les plus caractéristiques de la bonne santé d'un régime démocratique. Comment évolue cette participation et donc l'abstention ?

A- Comment a évolué l'abstention en France ?

Doc 1 - résultats du 1er tour élections municipales 2014

	Nombre
Inscrits	45 773 248
Abstentions	16 684 538
Votants	29 088 710
Blancs ou nuls	1 596 240
Exprimés	27 492 470

Source : [Ministère de l'Intérieur](#), 2014

Q1) Donnez la définition de la participation électorale, sa formule et calculez le taux de participation pour le premier tour des élections municipales de 2014.

- **Def** : comportement d'un électeur inscrit exerçant son droit de vote.

- **Taux de participation** : **Taux de participation électorale : rapport entre le nombre de suffrage exprimés (blancs et nul compris) et le nombre des inscrits**

En France, l'article 3 de la Constitution de 1958 considère comme électeurs « tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques ». Cette règle comporte néanmoins une exception depuis la ratification du Traité de Maastricht (1992). En effet, ce dernier octroie le droit de vote aux élections locales et européennes aux « citoyens de l'Union européenne », c'est-à-dire tous ceux qui possèdent la nationalité d'un Etat membre de l'UE et résident en dehors de leur pays d'origine.

- **Municipales** : $(29\,088\,710 / 45\,773\,248) \times 100 = 63,5$

Q2) Donnez la définition de l'abstention, sa formule, et calculez le taux d'abstention pour le premier tour des élections municipales de 2014.

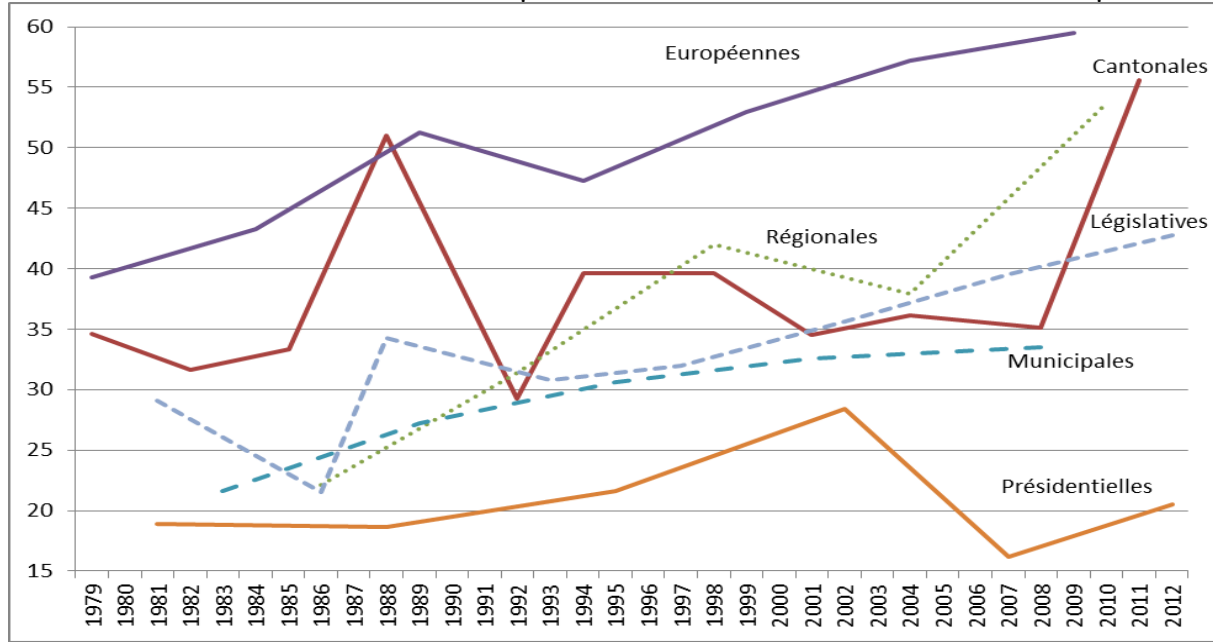
- **Def** : Abstention électorale : Décision d'un électeur régulièrement inscrit sur les listes électorales de ne pas se rendre aux urnes à l'occasion d'un d'un scrutin légalement organisé.

- **Taux d'abstention** : $(\text{Nombre de personne qui n'a pas voté} / \text{Nb d'inscrit}) \times 100$

- **Municipales** = $(16\,684\,538 / 45\,773\,248) \times 100 = 36,5$

Participation électorale : comportement d'un électeur inscrit exerçant son droit de vote

Doc 2 - Taux d'abstention (en %) aux premiers tours des élections en France depuis 1979



Source :

d'après "La France aux urnes, 60 ans d'histoire électorale", P. Bréchon, 2009, et ministère de l'Intérieur, 2012

1. **Décrire** - Que nous apprend ce document sur l'abstention en France ? (utilisez des données précises)

Depuis les années 80, on constate globalement en France une **forte progression de l'abstention**. Le niveau d'abstention est cependant variable selon les élections

Lors des dernières élections européennes (2009), près de 60% des inscrits se sont abstenus au premier tour ; à l'inverse le taux d'abstention était trois fois moins élevé lors du premier tour des élections présidentielles 2012. Un niveau qui reste malgré tout non négligeable

Depuis 1980 = Hausse avec des records comme 60% aux élections européennes en 2009, plus de 50% aux élections régionales de 2010...

Q2) Pourquoi l'abstention varie selon le type d'élection ?

Plus le scrutin semble éloigné des principales préoccupations des électeurs ou plus la connaissance sur les assemblées élues est faible et plus l'abstention est forte : Européennes, cantonales

- Les abstentionnistes ne sont cependant pas les seuls à ne pas participer directement au jeu électoral. On estime en effet que 7% des individus en âge de voter ne sont pas inscrits sur les listes donc un français sur 10 en âge et en droit d'être électeur ne l'est pas en raison d'une non inscription. (taux stable dans le temps) Ce taux peut être comparé à celui calculé aux Etats-Unis et estimé à 30 %.

Pour connaître la réelle mobilisation des citoyens lors du vote, il faudrait calculer le **taux de mobilisation électorale** (savoirs-faire): rapport entre le nombre de suffrages exprimés et le nombre d'électeurs potentiels (population en âge de voter disposant de ses droits civiques). En effet, il prend en compte aussi les personnes non inscrites alors qu'elles auraient le droit de s'inscrire sur les listes électorales. En 2012, au premier tour des élections législatives, le taux de mobilisation électorale est de 53,2% des électeurs potentiels (26,4/49,5) soit quatre point de moins que le taux de participation.

Ainsi, en France, il y a 46 millions d'électeurs inscrits en 2012. Sachant que 93% des Français en âge de voter sont inscrits, on peut en déduire qu'il y a 49,5 millions d'électeurs potentiels (46/0,93). En conséquence, si 26,4

millions d'électeurs se sont déplacés pour le premier tour des législatives, le taux de mobilisation électorale est de 53,2% des électeurs potentiels (26,4/49,5) soit quatre point de moins que le taux de participation.

B- Qui sont les non inscrits et les abstentionnistes ?

- L'étude de leur profil sociologique montre que les non inscrits et les abstentionnistes sont surreprésentés dans les catégories suivantes :

- Âge : Les jeunes = pas encore impliqué dans la vie active et les personnes âgées = mobilité
- Diplômes : Les personnes peu diplômées ou de catégories sociales défavorisées : + diplôme + on se sent concerné et mieux on comprend les enjeux
- Les personnes célibataires
- L'activité : plus on a un emploi stable et plus on participe, plus on est au chômage ou précaire plus on s'abstient
- Les immigrés = moins inscrit mais même taux participation en cas d'inscription
- Les urbains = Les banlieues votent moins car elles concentrent les phénomènes d'exclusion

Ces constats laissent supposer l'importance du niveau d'intégration sociale : moins on est intégré socialement, plus on a de chances de s'abstenir.

- Distinction de deux types d'abstentionnistes :

- Les abstentionnistes systématiques : ne se sentent pas concernés par la politique ou parce qu'ils n'ont plus la capacité de se déplacer : la moins importante en proportion
- Les abstentionnistes occasionnels ou intermittents qui participent à un certain nombre de scrutins mais pas à tous en fonction de l'intérêt qu'ils portent pour le scrutin et en fonction de l'offre politique qui leur est proposée : la plus importante et celle qui a augmenté. Signe d'un affaiblissement du devoir de voter et signe de l'abstention comme d'un outil démocratique à la disposition de l'électeur (expression d'un malaise vis-à-vis de l'offre, sanction du gouvernement)

C- Comment expliquer la non participation électorale ?

- l'abstention est d'abord liée au degré faible d'intégration sociale qui participe à un faible intérêt pour la politique et un sentiment d'incompétence politique

Document 3 - Les cités démobilisées

Déclin du militantisme, désenchantement politique, précarité : dans les banlieues, la population, largement abstentionniste, semble ne regarder le jeu politique que de loin.

Autoritaires ? Protestataires ? Indifférentes ? Elles ont beau être l'une des clés des scrutins, les classes populaires sont souvent un casse-tête pour les politologues. Le problème n'est pas tant celui de la volatilité de leurs comportements électoral que des limites des outils traditionnels d'analyse : on sait en effet qu'elles font partie des populations qui refusent le plus souvent de répondre aux sondages, qu'elles se sentent incompétentes ou n'aient tout simplement pas envie de dévoiler leurs opinions. C'est ce qui fait toute la valeur de l'enquête au long cours (entretiens, questionnaires, observations, analyse des listes d'émargement...) menée par les politistes Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen dans la cité des Cosmonautes, à Saint-Denis. Cette remise en contexte de l'électeur permet de comprendre de façon beaucoup plus profonde les liens que le vote entretient avec les conditions d'existence et leurs transformations.

Car ce ne sont pas seulement les comportements électoraux qui ont changé : c'est tout un monde politique qui s'est défait. Ainsi de l'encadrement partisan : dans les années 1970, la cité des Cosmonautes avait sa cellule locale du Parti communiste, très fournie. Au-delà de l'organisation d'événements collectifs (réunions de locataires, fêtes de quartier), les militants du PCF contribuaient à

la politisation des habitants, non seulement par la propagande électorale mais aussi en vendant L'Humanité dans les cages d'escalier, en prenant les procurations des absents ou encore en aidant les plus âgés à se rendre au bureau de vote. Ne restent aujourd'hui que de rares militants associatifs tentant d'animer la vie du quartier, mais sans guère de soutien institutionnel, et dans un rapport plus distant à la politique.

De même, dans le monde du travail, le syndicalisme déclinant ne joue plus son rôle d'initiation à la lutte politique. La montée de la précarité (près de 25 % de chômage et 20 % d'emplois précaires aux Cosmonautes) empêche également la constitution d'un sentiment d'appartenance à un collectif de travail. Elle est en tout cas très fortement corrélée à l'abstention.

Un « truc de bouffons »

Et l'on ne peut guère faire l'impasse sur le désenchantement politique engendré par la multiplication des affaires politico-judiciaires ou la déception qui a suivi les années de pouvoir de la gauche. L'image s'est imposée d'une « caste » politique cynique et corrompue : « Tout le monde veut la place (...). Ils mangent tous ensemble », s'indigne une habitante. Olivier, galérien de l'intérim, estime que, qu'il vote pour tel candidat ou tel autre, « ce sera juste un autre hypocrite ou un autre menteur qui sera en place ».

Tous ces éléments expliquent pourquoi l'attitude électorale la plus fréquente en milieu populaire est l'abstention. Parmi les 1 400 habitants des Cosmonautes, C. Braconnier et J.-Y. Dormagen ne dénombrent en 2004 que 158 électeurs constants, c'est-à-dire votant à chaque élection ou presque, contre 400 dans les années 1970. Près d'un quart des adultes de la cité ne sont même pas inscrits sur les listes électorales, qui sont moins fournies en 2002 (490 électeurs) qu'en 1977 (719), alors que la population adulte est restée stable. Aller s'inscrire en mairie ne semble pas loin d'être incongru pour les nombreux jeunes issus de l'immigration qui habitent les Cosmonautes tant, en raison des discriminations qu'ils subissent (emploi, contrôles d'identité...), ils se sentent des citoyens de seconde zone, et vivent les rapports aux institutions comme une épreuve insurmontable. Retournant la norme, ils font du vote un « truc de bouffons », bon pour les « Français » (c'est-à-dire les Blancs), les « vieux » ou les « bourges ».

Une population largement indifférente

Mais plus fondamentalement, le rapport au vote de la population reste marqué par une grande distance, voire une certaine indifférence. La politique reste perçue comme « un domaine d'activités ésotériques, sans guère de lien avec leur existence quotidienne », à l'instar de M. Begoug qui ne voit pas de lien entre sa situation de chômeur de longue durée et les politiques menées : « Le boulot ? Ça n'a pas de rapport avec la politique. Qu'est-ce que vous voulez qu'elle fasse la politique ? »

Le constat ne change guère en période électorale. Une semaine avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2002, seul un tiers d'entre eux déclarent avoir eu une conversation politique au cours des derniers jours. Les émissions politiques sont peu suivies. Leïla, secrétaire dans un cabinet médical, regarde le journal télévisé mais « n'écoute pas » quand cela parle de politique : « Je baisse le son ou je mets autre chose. » Un autre habitant dit « avoir du mal à capter » : « Quand les politiciens parlent, on ne comprend pas forcément ce qu'ils disent. On se sent un peu décalé. Une fois décalé, on passe à autre chose. »

La connaissance du jeu et des enjeux électoraux est également réduite. Colette Bonnin, 73 ans, ancienne employée dans un supermarché, est l'une des rares votantes constantes de la cité. Elle, qui ne se déclare « ni de gauche ni de droite » mais « proche des Verts », ne peut pourtant citer aucun sujet qu'elle souhaiterait lors de la campagne présidentielle de 2002 : « Mon Dieu ! Je ne m'en occupe pas. J'écoute, sans plus. » La liste des candidats connus est souvent succincte : Nathalie, employée dans une agence immobilière, identifie seulement « Chirac, Jospin, des Verts dont je ne sais pas le nom. Je pense que Le Pen doit s'être représenté. Les autres... » Si elle n'identifie donc pas Robert Hue comme le candidat du Parti communiste, elle l'a repéré à son physique : « Il est gros, petit, chauve, avec des lunettes et il a de la barbe. Je regarde les informations, quand même ! » De même, Mehdi aime Jacques Chirac pour « sa façon d'être » : « À mon avis, c'est une personne avec laquelle on parlerait de tout et de rien. Il y aura toujours une plaisanterie. » Et il n'est pas simple, lorsqu'ils sont identifiés, de les situer politiquement, à l'image de ce gardien d'immeuble qui ne sait pas où placer les deux favoris des

sondages : « Je sais qu'il y en a un des deux qui est de gauche. Je crois que c'est Chirac qui est de gauche. C'est ça, non ? »

Il reste malgré tout dans la cité quelques individus politisés, très souvent à gauche : un conseiller municipal socialiste, un militant du Parti des travailleurs, des anciens de Lutte ouvrière ou de la CNT, quelques jeunes étudiants, ou bien encore un ouvrier retraité, ancien militant communiste..., désormais proche du FN. Leur attitude tranche fortement avec celle des autres habitants : revendiquant clairement leur positionnement politique, ils suivent la politique avec ferveur dans les médias, en discutent - autant qu'ils le peuvent - autour d'eux et incitent les gens à aller voter.

« Laisser discuter »

Ce sont des leaders d'opinion tels que les avaient identifiés, en 1955, Elihu Katz et Paul Lazarsfeld : des individus « politisants et mobilisateurs », dont l'influence sur les proches peut s'avérer décisive en matière de vote. Leur très faible nombre n'est sans doute pas étranger à la démobilisation électorale qui domine par ailleurs.

Les deux politistes confirment ainsi le constat fait par leur collègue Daniel Gaxie, il y a maintenant plus de trente ans : les chances de s'intéresser à la politique, et de savoir manier les catégories de pensée politiques (telles que gauche/droite), sont d'autant plus faibles que l'on descend dans la hiérarchie sociale. Là où les plus diplômés s'informent beaucoup, discutent fréquemment (« t'as vu l'article dans Le Monde ? ») et se sentent légitimes à avoir une opinion sur des sujets érotiques, les plus modestes tendent à ne s'avancer que sur les questions dont ils peuvent parler d'expérience. Ce sera pour cet ouvrier une critique des 35 heures, qui ont déstructuré son emploi du temps (« si y a pas de boulot on peut faire 32 heures, si y a beaucoup de boulot (...), alors on s'tapera des semaines de 44 heures ») sans créer d'emploi (« mis à part tout ce qui est fonctionnaire »). Pour un autre, ce sera le passage à l'euro : « Avant pour 1 000 francs, on avait un grand Caddie, qui était bien quoi, maintenant pour 150 euros, le Caddie il est à moitié plein... » Pour le reste, « les sentiments d'incompréhension et d'incompétence se renforcent et incitent à l'autodésahabilitation », à l'instar de ce jeune ouvrier qui dit « laisser discuter » en général « parce que bon, j'ai pas envie non plus de... de rentrer dans un sujet que je ne connais pas réellement ».

Fondé sur un terrain concentrant les difficultés sociales, le constat désenchanté de C. Braconnier et J.-Y. Dormagen, s'il ne surprend guère, ne saurait être généralisé sans prudence à l'ensemble de la classe populaire, qui ne se montre pas toujours et partout aussi abstentionniste. Aux Cosmonautes même, la conjoncture exceptionnelle du second tour de l'élection présidentielle de 2002, opposant J. Chirac à J.-M. Le Pen, a suscité un sursaut : conversations politiques plus fréquentes, participation en hausse, manifestations... Reste qu'en conjoncture ordinaire, une fraction croissante des classes populaires juge que le jeu politique ne vaut pas la peine d'être joué. Un constat pour le moins problématique en démocratie.

Xavier Molénat, Sciences Humaines - Mensuel N° 236 - avril 2012 - Dans la tête de l'électeur

Q1) Quels sont principaux facteurs explicatifs de la non-participation électorale des classes populaires ?

- œ Fin de l'encadrement partisans du PC dans la cité et des syndicats ouvriers dans l'emploi
- œ Hausse de la précarité et du chômage
- œ faiblesse des leaders d'opinion
- œ Incompétence ou Sentiment d'incompétence politique

Q2) En vous aidant du texte, complétez le texte avec les termes suivants : leaders d'opinion, sentiment, diplôme, chômage, culturelle, position sociale.

-L'abstention est d'abord liée au degré faible d'intégration sociale....

En clair, plus le lien social est ténu, et plus on aura tendance à s'abstenir. Statistiquement, on constate, en effet, que le **chômage**, la précarité et la désaffiliation sociale (éloignement des structures sociales telles que la famille, l'école, la communauté religieuse) sont des éléments de fragilité socio-économique qui conduisent à l'abstention et à la non inscription sur les listes électorales.

-...qui participe à un faible intérêt pour la politique et un sentiment d'incompétence politique
Avant l'introduction du suffrage universel, il existait un suffrage censitaire (1791) (seuls ceux qui payaient le « cens », un impôt payé par les catégories aisées, pouvaient voter). Mais si les barrières économiques à l'entrée du jeu politique ont aujourd'hui été levées, celles-ci subsistent encore sous une forme **culturelle** ce qui fait dire à Daniel Gaxie qu'il existe un " **cens caché** ". La politisation, entendue comme « s'intéresser à la politique », est en effet inégalement distribuée dans l'espace social, et la principale variable explicative en est le niveau de **diplôme**. Le système éducatif joue en effet un rôle souvent décisif dans la transmission des ressources langagières ou conceptuelles nécessaires pour s'orienter parmi les offres politiques.

Il faut également distinguer la " **compétence politique**" du **sentiment** de posséder celle-ci, qui va jouer un rôle plus décisif encore. **La position sociale** va en effet peser sur le fait de se sentir légitime ou non à s'exprimer politiquement, à niveau de compétence égale, pour déchiffrer les enjeux. Les citoyens de milieux populaires vont ainsi avoir tendance à se disqualifier, masquant souvent ce sentiment d'indignité derrière l'indifférence, voire un rejet de la politique, alors même qu'ils ont leur mot à dire quand on les interroge sur certaines questions. Inversement, les membres des classes favorisées vont se juger plus compétents qu'ils ne le sont souvent réellement, répondant à une injonction plus forte dans leur milieu de s'intéresser à la politique.

Dans certaines cités, comme celle des cosmonautes à St Denis, la faible politisation d'une majorité de la population tient également à une quasi disparition **des leaders d'opinion** politisants et mobilisateurs. Les transformations politiques, économiques et sociales se sont en effet traduites par un large recul de l'encadrement partisan (parti communiste notamment) et syndical.

- **l'abstention peut-être aussi un choix stratégique : les abstentionnistes dans le jeu**

Les raisons de s'abstenir sont multiples et se combinent souvent entre elles. Ainsi, une nouvelle forme d'abstentionnisme apparaîtrait qui se superposerait à l'abstentionnisme classique lié à la fragilité du statut socio-économique et au sentiment d'incompétence politique. Cette nouvelle forme serait les abstentionnistes dans le jeu politique selon Anne Muxel

Dans « *S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ?* » (2000), Anne Muxel et Jérôme Jaffré distingue les abstentionnistes « hors le jeu politique » et les abstentionnistes dans le jeu politique

- **Abstentionniste hors-jeu** = abstentionniste classique = personne déclarant ne pas s'intéresser à la politique, se sentant incompétent, ne se sentent proche d'aucun parti, restent loin de toute forme de participation politique. Ils représentent environ un tiers des abstentionnistes.

Caractéristiques = couche populaire, difficulté d'intégration sociale, faible niveau d'instruction, population urbaine.

- **Abstentionnistes dans le jeu** = Personnes politisés et qui se situent sur l'échiquier politique.
Caractéristiques : jeunes, diplômés et insérés socialement

Ils représentent environ les deux-tiers des abstentionnistes et sont en augmentation depuis les années 1980. L'abstention est ici intermittente et plus stratégique : elle est fortement liée au contexte de l'élection (type d'élection, candidats). Elle donne ainsi l'image d'un électeur rationnel qui s'abstient pour protester, ou qui vote au regard des enjeux qu'il perçoit de l'élection. Ces abstentionnistes « dans le jeu » se classent plutôt à gauche.

Pour moi : D'après cette distinction, la hausse de l'abstentionnisme traduirait moins une dépolitisation massive, qu'une forme de mobilisation en fonction de l'enjeu. C'est en ce sens que l'on peut parler avec Jean-Louis Missika (dans « *Les faux-semblants de la dépolitisation* », 1992) d'un phénomène de « politisation négative » : c'est-à-dire d'une politisation qui continue à être forte, mais qui s'accompagne d'une défiance à l'égard des politiques, d'un mélange d'abstentionnisme et de vote contestataire. Il permet ainsi d'expliquer pourquoi l'abstention progresse même parmi les catégories de population jusque-là pas vraiment concernées par le phénomène, telles les classes supérieures diplômées.

II- Assiste-t-on à un déclin du vote lié aux appartenances sociales ?

A) La thèse d'un vote influencé par les appartenances sociales...

La représentation idéale du vote habituellement véhiculée est celle d'un électeur qui exprime par son vote un choix personnel délibéré et réfléchi. Pourtant les appartenances sociales (à des groupes) semblent toujours un ascendant tant sur la participation électorale que sur l'orientation du vote.











1- « une personne pense politiquement comme elle est socialement » ?

- Constat

Document 4

a

Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2012

	 N. Arthaud*	 P. Poutou*	 J.L. Mélenchon	 F. Hollande	 E. Joly*	 F. Bayrou	 N. Sarkozy	 N. Dupont-Aignan*	 M. Le Pen	 J. Cheminade*	Total %
ENSEMBLE	0,6	1,1	11,1	28,6	2,3	9,1	27,2	1,8	17,9	0,3	100
Sexe											
Homme	0	0	14	27	2	9	25	2	21	0	100
Femme	1	2	9	30	3	9	29	2	15	0	100
Age											
18-24 ans	0	2	8	29	5	8	27	3	18	0	100
25-34 ans	0	2	13	32	4	9	18	2	20	0	100
35-44 ans	0	2	11	29	2	11	21	1	23	0	100
45-59 ans	0	1	12	30	1	9	25	2	19	1	100
60 ans et plus	1	0	11	25	2	9	37	2	13	0	100
Profession de l'interviewé											
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	0	0	3	21	0	9	42	0	25	0	100
Profession libérale, cadre	0	0	9	30	6	12	33	2	8	0	100
Profession intermédiaire	0	1	14	34	3	10	22	2	12	2	100
Employé	1	2	12	28	3	9	22	2	21	0	100
Ouvrier	0	0	11	27	2	9	19	3	29	0	100
Retraité	1	1	12	29	1	8	33	1	14	0	100

b-

	F. Hollande	N. Sarkozy	Taux d'abstention (%)
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	30	70	20
Profession libérale, cadre	52	48	17
Profession intermédiaire	61	39	20
Employé	57	43	22
Ouvrier	58	42	19
Retraité	43	57	13
ENSEMBLE	51,9	48,1	19,8

Comprendre le vote des Français 2nd tour présidentielle 2012, Ipsos-Logica Business Consulting pour France Télévisions, Radio France, Le Monde et Le Point

1. **Lire** - Faites des phrases donnant la signification des 2 données entourées.

27% des ouvriers ont voté pour Hollande au premier tour des élections présidentielles de 2012

52% des cadres et professions libérales ont voté pour Hollande au 2ième tour des élections

présidentielles

Description :

- ✓ **Le candidat Hollande** est **surreprésenté** dans l'électorat **féminin, jeune, actif** et dans les **couches moyennes salariées** (cadres et professions intermédiaires). Il l'emporte au second tour parce qu'il attire une majorité des **électeurs d'origine populaire** (ouvriers et employés).
- ✓ **Le candidat Sarkozy** est, quant à lui, **surreprésenté** dans l'électorat **féminin, âgé, inactif** et dans les **couches moyennes traditionnelles** (agriculteurs, artisans, petit commerçant) et les **couches aisées** (professions libérales, cadres dirigeants, industriels et gros commerçants) de la population.
- ✓ **La candidate Le Pen** est, elle, **surreprésentée** dans l'électorat **masculin**, relativement **jeune** (35-44 ans), **actif** appartenant aux **milieux populaires** indépendants (petits artisans ou petits commerçants) ou salariés (ouvriers, employés).
- ✓ **Le candidat Mélenchon** est, lui, **surreprésenté** dans l'électorat **masculin, jeune** (25-34 ans), **actif** et dans les **couches moyennes salariées inférieures** (professions intermédiaires, employés qualifiés).

2. Discuter - Quelle est l'influence de l'origine sociale sur le vote lors de la présidentielle 2012?

Lors du second tour des dernières élections présidentielles, on constate que les indépendants ont très majoritairement voté pour Nicolas Sarkozy, tandis que les professions intermédiaires, employés et ouvriers ont majoritairement voté pour François Hollande.

Il semble donc qu'il y ait un lien entre l'orientation du vote et l'appartenance à un certain nombre de groupes sociaux à l'activité (actifs/inactifs), au statut socioprofessionnels (salariés/indépendants), au diplôme (diplômés/non diplômés) à l'âge, au genre...Le vote est-il déterminé par son appartenance sociale ?

- Les apports théoriques

A partir des années 1940, les sociologues vont montrer que le vote ne dépend pas des campagnes électorales mais des groupes sociaux d'appartenance. Deux modèles ont été développés

○ Le modèle de l'université de Columbia : dans *The People's Choice*

A l'occasion de l'élection présidentielle américaine de 1940, une équipe de l'université de Columbia emmenée par Paul Lazarsfeld va ainsi interroger de manière répétée un échantillon représentatif d'habitants de l'Ohio tout au long de la campagne et s'apercevoir que la grande majorité d'entre eux avait arrêté son choix avant même l'ouverture de cette campagne sans s'en départir par la suite. Plus encore, ils **remarquent que cette orientation initiale était étroitement liée au groupe d'appartenance de chacun, défini par son statut social, sa religion et son lieu de résidence**. Leur conclusion est qu'"une personne pense politiquement comme elle est socialement". Un constat qui relativise l'influence des campagnes et plus généralement celle des médias sur les orientations électorales.

ORAL : le vote républicain : il augmente avec le niveau social, majoritaire chez les individus de statut élevé (71 %), chez les protestants et chez les populations rurales ; autrement dit, près des trois-quarts des électeurs républicains correspondent à la figure du WASP (White Anglo-saxon Protestant) :

□ le vote démocrate : ce sont des électeurs au statut social peu élevé, catholiques et urbains.

○ **D'autres chercheurs, de l'université du Michigan**, vont proposer un autre modèle d'explication du vote. A partir d'enquêtes électorales menées avant et après les scrutins, ils mettent en avant le rôle d'une variable plus psychologique, l'"**identification partisane**", **c'est-à-dire l'attachement plus ou moins fort à une formation politique donnée (habitude)**. Souvent forgée dès l'enfance au sein du milieu familial par la **socialisation politique**, celle-ci agit comme un raccourci cognitif qui filtre la vision du monde et épargne aux individus une attention soutenue à la

vie politique. Le mobilité sociale n'affecte pas l'identification partisane donc il est préférable se centrer sur la socialisation notamment familiale que sur les facteurs sociaux pour expliquer le comportement électoral.

*Par conséquent, pour les tenants de cette approche, il est préférable de se focaliser sur l'électeur socialisé de manière continue depuis l'enfance, notamment à travers la famille (qui assure largement la transmission des préférences politiques), plutôt que sur les facteurs sociaux mis en avant par le modèle de Columbia. Il a aussi pour mérite de souligner les dimensions psychologiques de la vie politique : le concept d'identification partisane permet de comprendre comment des personnes peu intéressées par la politique peuvent néanmoins participer aux élections et voter autant par **habitude** que par conviction.*

Cet approche met l'accent sur des facteurs psychologiques et conteste les analyses (de P. Lazarsfeld) qui mettent l'accent sur des variables sociologiques (milieu social, appartenance religieuse, lieu de résidence...).

Cf. Chapitre II : Anne Muxel : les parents transmettent à travers la socialisation un positionnement sur l'axe droite-gauche plus que l'attachement à un parti politique, cf. enquêtes statiques mettant en évidence la reproduction des préférences politiques.

Dans ces deux modèles se sont donc les préférences politiques des parents et l'environnement social qui influencent le comportement électoral, l'électeur apparait comme passif reproduisant un comportement politique hérité.

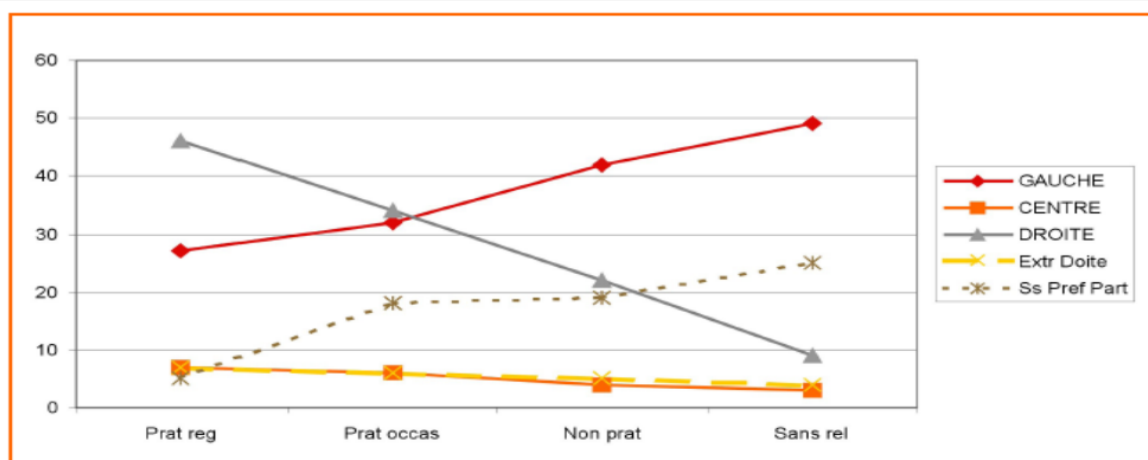
2- Les variables lourdes aujourd'hui

Nos appartenances sociales influencent notre choix électoral. Quelles sont les appartenances qui jouent ?

Variables lourdes du comportement électoral (notion fondamentale) : variables identifiés par la sociologie électorale comme étant les plus prédictives du vote. **caractéristiques sociales, économiques et culturelles des électeurs qui prédéterminent leurs choix électoraux (cf. pratique de la religion, classe sociale).**

- La religion catholique et l'orientation politique

Doc 5 - Proximité partisane selon la pratique du catholicisme, en 2010



Guy

MICHELAT, Michel SIMON, « Le peuple, la crise et la politique »

La Pensée, numéro hors-série, supplément au n° 368, mars 2012

1. Lire - Faites une phrase donnant la signification d'une des données du graphique.

En France en 2010, 48% des pratiquants réguliers se disent de droite.

2. Lire - Constatez-vous une corrélation entre pratique du catholicisme et proximité partisane ?

Oui

Plus encore que l'origine sociale, la variable religieuse influence particulièrement le vote des citoyens. Plus on est catholique pratiquant, plus on vote à droite, notamment vers l'UMP. Cette préférence tire notamment son origine dans les combats laïques menés par la gauche aux XIXe et XXe siècles. Par ailleurs, les catholiques pratiquants s'identifient davantage à des «valeurs» d'ordre, de sécurité, de légitimité, traditionnellement plus associés à la droite.

Le vote des musulmans est quant à lui très marqué par l'abstention. Moins de la moitié des musulmans se déplacent pour aller voter, ce qui est la traduction électorale de leur faible niveau d'intégration dans la société française. Mais il est très homogène et très marqué à gauche. La gauche bénéficie de son image émancipatrice et décolonisatrice. Le débat récurrent sur la place de l'islam dans l'espace public renforce aussi le réflexe anti-droite.

- Statut socioprofessionnel

Dans « La Boutique contre la gauche » (1986), Nonna Mayer montre le clivage important qu'il existe, en France, entre les travailleurs indépendants et les salariés. Les premiers votent très majoritairement à droite ou au centre, qu'ils soient agriculteurs, commerçants ou petits industriels ; les seconds votent beaucoup plus souvent à gauche. Au sein du monde des salariés, le classement des catégories socio-professionnelles en fonction de leur inclination vers la gauche se révèle d'une grande stabilité : les salariés du secteur public lui sont plus favorables que ceux du secteur privé ; de même, les ouvriers et les employés plus que et les cadres supérieurs. Les fonctionnaires sont un électorat important puisque 30 % des électeurs occupe un emploi public. Leur surqualification fait qu'ils sont de plus en plus attirés par l'extrême gauche : près de 20 % des surdiplômés du secteur public ont voté pour ces partis en 2002.

- Le patrimoine

Le patrimoine est une variable lourde de l'orientation du vote. Plus il est important, plus le vote se situe à droite ce qui peut s'expliquer

□ Par la socialisation politique que l'on a reçue dans une famille détenant du patrimoine. Si l'héritage est important, on aura transmis à l'enfant des valeurs de droite qu'il reproduira à l'âge adulte.

□ Par le fait que la défense du droit de propriété, de la sécurité, de l'argent appartient à la droite alors que la gauche est plus partageuse (impôt progressif, impôt sur la fortune) et est considérée comme moins efficace en matière de sécurité.

RQ : L'âge et le sexe ne sont pas des variables lourdes, elles ne sont pas déterminantes pour expliquer l'orientation du vote

∞ Les femmes votent comme les hommes aujourd'hui alors qu'auparavant elles votaient plus pour la droite= moindre activité donc repli sur la famille et elle était plus catho.

∞ L'âge n'est pas une variable ou une variable indirecte qui renvoie au patrimoine= l'âge social : accumulation du patrimoine ; chez les jeunes on observe cependant une plus forte abstention, c'est la seule régularité vraiment observable. Par contre, il existe un effet **de génération**, une classe d'âge ayant vécu dans sa jeunesse certaines conditions politiques particulières montre une relative spécificité de ses opinions (exemple génération 68, génération Mitterrand).

Exercice 1

> **Synthèse : Comment expliquer le vote ? (à noter)**

Les variables sociaux-économiques qu'on appelle **des variables lourdes** peuvent influencer fortement le vote des individus (cf. Ecole de Columbia, années 1940-1950). Aujourd'hui en France, les facteurs qui déterminent les comportements électoraux sont :

- la génération ;
- la profession (cf. vote de classe).
- le patrimoine et le revenu ;
- la pratique religieuse.

L'école de Michigan insiste aussi sur le rôle des parents dans l'explication des comportements électoraux (cf. identification partisane). En effet, nous avons vu que la socialisation familiale joue un rôle très important dans la construction des identités politiques (cf. Chapitre II).

B ... contrecarrée par l'émergence d'un vote sur enjeux et d'un électorat stratégique ?

1) Un déclin du vote de classe ?

Pendant longtemps, l'appartenance de classe a été une variable déterminante du vote. En Europe, plus encore qu'aux États Unis, les clivages partisans se sont constitués sur une base de classe, les ouvriers portant plus volontiers leurs suffrages aux partis de gauche et les classes moyennes et supérieures aux partis de droite (Martin Lipset et Stein Rokkan, *Party Systems and Voter Alignments : Cross-National Perspectives*, 1967). L'enquête comparative dirigée alors par Richard Rose dans douze pays confirme que la classe sociale est la première variable explicative du vote dans cinq des pays étudiés (Finlande, Norvège, Suède, Australie, Grande Bretagne) et qu'elle vient juste après la religion dans quatre autres (Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas). En France l'enquête pionnière de Guy Michelat et Michel Simon dans « Religion, classe sociale, patrimoine et comportement électoral : l'importance de la dimension symbolique », (1985) souligne le rôle structurant de la classe sociale et de la religion. Le clivage électoral majeur oppose le monde ouvrier, majoritairement déchristianisé, qui voit dans le Parti communiste le défenseur naturel de la classe ouvrière, et vote en majorité pour la gauche, à celui des catholiques déclarés, principalement issu des classes moyennes rurales ou urbaines, acquis aux valeurs et aux partis de droite

Les études statistiques semblent mettre en évidence un déclin du vote de classe dans de nombreux pays occidentaux généré par le passage à la société post industrielle.

Causes : La tertiarisation de l'économie, la montée des cols blancs et la « moyennisation » de la société viendraient brouiller les frontières de classe. La hausse du niveau d'études et la montée des valeurs permissives du « post-matérialisme » théorisé par Ronald Inglehart rendraient les citoyens plus autonomes et critiques. Elles favoriseraient l'émergence d'une nouvelle gauche (écologistes, alternatifs), défendant des enjeux non pris en charge par les partis traditionnels. Ces transformations éroderaient les clivages anciens, et rendraient les électeurs plus sensibles à la conjoncture et aux paramètres de l'offre électorale.

Les clivages de classe n'ont pas disparu mais ce sont déplacés, sous l'effet du changement socioprofessionnel et politique. L'opposition principale ne passe plus entre ouvriers et non-ouvriers mais entre **travailleurs indépendants et salariés**, la résistance de la gauche chez les salariés moyens et supérieurs, en particulier ceux du public, venant compenser son recul chez les ouvriers. L'autre opposition, qui est aussi un marqueur de classe, oppose les détenteurs d'un patrimoine, qui votent majoritairement à droite, et ceux qui ont un faible patrimoine qui vote à gauche.

Document 6 : idée claire de Thierry Pech au lendemain des résultats du second tour des élections municipales de 2014.

Q1) Quelle est la thèse commune énoncé au début de la chronique.

Gauche embourgeoisé oublieuse du peuple

Q2) Quel portrait le chroniqueur fait-il des classes populaires ?

Pas uniforme comme avant : ouvrier. Petit prolétariat de service, mère isolée, immigré dans les quartiers de relégation en plus des ouvriers

De plus, on parlera classe populaire plutôt que de classe ouvrière qui est très hétérogène et qui a tendance à **s'abstenir**: ce sont dans les milieux populaires qu'elle est la plus forte : 49% pour les ouvriers aux dernières élections municipales)

RQ : ouvriers votant FN se sont des ouvriers qualifiés qui sont proprio de leur logement pas les plus précaires et radicalisation d'ouvriers de droite.

2) Vers un vote sur enjeux ?

IC =

L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale.

Au tournant des années 1980, certains chercheurs, constate l'affaiblissement de l'affiliation déclarée à un parti et la progression d'une **volatilité électorale** c'est-à-dire la hausse de la proportion d'électeurs changeant de camp d'une élection à l'autre. Ce phénomène a surtout été observé chez les classes moyennes salariées, jeunes, diplômées et modérées politiquement, plus enclines à sanctionner la majorité au pouvoir.

De plus, la proportion d'indécis avant le scrutin a connu une forte augmentation passant de 15-20 % à 30 %.

Les chercheurs vont alors avancer l'idée d'une montée d'un électorat stratège (rationnel) qui pourrait exprimer :

Un vote sur enjeu (notion fondamentale) : idée selon laquelle les électeurs sont plus attentifs à « l'offre politique » du moment et moins sujets au vote de classe et plus globalement à leur appartenance sociale. Plus pragmatiques plus sensibles au contexte, ils voteraient en fonction des positions des candidats sur des enjeux précis.

La compétition électorale est alors envisagée comme un véritable **marché politique** au sein duquel se rencontrent une offre et une demande. Les thèmes et enjeux des campagnes électorales deviennent essentiels pour les partis politiques qui cherchent, par leurs programmes respectifs, à séduire le maximum d'électeurs. On peut mentionner les hypothèses fortes (électeur capable de choisir entre plusieurs alternatives et de hiérarchiser ces dernières, choix portant sur l'alternative maximisant son utilité...) au fondement du modèle de l'électeur rationnel.

Il faut cependant noter que les études confirment, scrutin après scrutin, que les appartenances sociales (classe, religion, etc.) continuent à peser fortement, tant sur la participation que sur

l'orientation du vote où le clivage gauche-droite demeure pertinent. De plus, **La volatilité électorale** existe bien, mais elle est loin de concerner une frange majoritaire de l'électorat. De plus, elle **est aussi le fait des individus peu politisés**, qui sont pour une part des abstentionnistes intermittents (trajet vote-abstention et vice versa) à l'opposé de l'hypothèse d'un électeur stratège. Ce que confirme le fait que part de la volatilité électorale due aux trajets vote-abstention ou *vice versa* est la plus importante.

Exercice 2 : complétez le texte ci-dessous

> Synthèse : La volatilité électorale

A partir des années 1970 et surtout dans les années 1980, on a observé dans toutes les démocraties occidentales, une **volatilité électorale** accrue. Ce phénomène est notamment la conséquence des transformations sociaux-économiques qui ont notamment affaibli le **vote de classe**.

Cependant, les variables lourdes continuent d'influencer fortement les comportements électoraux en France : par exemple, la pratique de la religion avec un vote plus à **droite** pour les catholiques, ou encore les indépendants qui votent majoritairement à **droite** et les enseignants majoritairement à gauche.

Le nouvel électeur volatile est soit un électeur « apathique », peu politisé, désorienté et ne sachant pas faire son choix. Soit un électeur rationnel et stratège, qui vote en fonction des **enjeux** qui lui semblent être les plus importants.

3) Les médias font-ils l'élection ?

IC :

La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques (pratiques et opinions).

Objectifs : *Montrer que les médias ont une influence non négligeable sur la vie politique : participe à l'agenda politique, vecteur de socialisation.*

a) le rôle des médias dans la vie politique

Document 15 : Le rôle des communicants (doc.14, p.65)

1) Comment a évolué le rôle de la communication en politique ?

Depuis les années 1960, la communication est devenue de plus en plus importante surtout en périodes de campagnes électorales. Cf. Dépenses en communication ont fortement augmenté. On assiste depuis les années 1960 à une véritable professionnalisation de la communication politique.

2) Par quels moyens la communication politique s'établit-elle ?

Moyens traditionnels : réunions, circulaires, professions de foi, affiches réglementaires et sauvages, journaux électoraux.

Moyens nouveaux : campagne télévisée, sondages, publipostage, marketing téléphonique, restitution de la campagne par les médias d'information, réseaux sociaux....

L'importance du langage mobilisé dans le discours politique est fondamentale dans l'élaboration des enjeux politiques.

3) Quels sont les objectifs de la communication politique ?

Complétion politique donc l'objectif est d'attirer le maximum d'électeurs. Par exemple, dans l'introduction communication d'Obama pour séduire le vote des femmes basée sur les interventions de Michelle Obama, le clip de campagne des stars féminines....

En 2008, Obama a dépensé 3 fois plus que McCain en publicité télévisuelle et radiophonique. Des statistiques montrent qu'aux Etats-Unis, les vainqueurs des élections sénatoriales sont ceux qui ont dépensé le plus.

4) Quelle est la conséquence sur le lien entre médias et politiques ?

La communication politique constitue finalement un ensemble de stratégies à destination notamment des médias : les politiques doivent choisir une communication forte s'ils veulent qu'elle soit relayée par les médias (risque de surenchère, exemples d'actualité:).

Donc importance plus forte des médias dans la vie politique.

Question du sondage : « Pour chacun des médias suivants, pourriez-vous me dire à quelle fréquence vous l'utilisez pour vous tenir au courant de l'actualité politique ? » (en %)

	Plusieurs fois par jour	Une fois par jour	Plusieurs fois par semaine	Une fois par semaine	Moins souvent	Jamais
La télévision	37	34	10	9	5	5
La radio	33	23	8	8	8	22
Internet	17	16	7	9	9	42
La presse papier	4	19	9	9	14	35

D'après www.ipsos.fr

Document : les médias comme source d'information 2011

Les médias obligerait les acteurs politiques à se plier à leur logique de fonctionnement et soumettraient leur discours à l'empire du temps court et de la petite phrase. L'émotion serait préférée à l'argumentation, l'apparence à la substance. En mettant l'accent sur les scandales, les rivalités de personnes et en se focalisant sur les sondages, les médias transformeraient la vie politique en « course de chevaux ». La politique, dramatisée, personnalisée, serait devenue un spectacle. Plus fondamentalement, les médias favoriseraient le cynisme des citoyens. [...]

En France, à la suite de la charge de R.-G. Schwartzenberg contre l'État-spectacle, divers auteurs ont vivement critiqué l'influence néfaste de la télévision sur la démocratie. [...] Pierre Bourdieu s'est attaché à démonter les logiques qui font que la télévision non seulement « possède une sorte de monopole de fait sur la

formation des cerveaux d'une partie de la population », mais diffuse une vision déformée de la réalité [...], un *fast-thinking* : [elle] empêche l'accès aux « informations pertinentes que devrait posséder le citoyen pour exercer ses droits démocratiques »¹.

[...] D'autres travaux ont étudié la place croissante d'une information-divertissement à la télévision qui donne parfois plus d'importance à la dramatisation qu'à l'analyse des faits [...], ou plus récemment la tendance à la « peoplisation » de la vie politique. [Par ailleurs], les campagnes électorales se sont professionnalisées [...]. Les candidats aux élections présidentielles mettent désormais en œuvre des stratégies dites de « *news management* » qui visent à contrôler l'agenda des médias en leur fournissant continuellement de la matière et ils font parfois appel à des « *spin doctors* »

qui, en utilisant des techniques qui mêlent séduction et manipulation, s'attachent à orienter insidieusement les perceptions des journalistes.

Thierry VEDEL, « Les médias, la communication et la science politique », *Cahiers français*, n° 350, La Documentation française, mai-juin 2009.

1. *Sur la télévision*, Éditions Liber, 1996.

Document : La « télécratie » : un impact négatif sur les comportements politiques ?

1) Pourquoi la télévision a-t-elle un poids important dans la formation des opinions ? (document .16)

Car on constate, d'après IPSOS, en France en 2011, que 37% des personnes interrogées déclarent regarder plusieurs fois par jour la télévision pour se tenir au courant de l'actualité politique (seulement 4% pour la presse papier).

Les médias constituent donc une véritable instance de socialisation politique pour les électeurs même s'il convient de distinguer, à la suite de Mc Luhan les médias « chauds » (télévision, radio) des médias « froids » (presse). En effet, les premiers semblent disposer d'une véritable capacité d'hypnose des électeurs, capacité attestée par l'intense mobilisation qui en est faite par la

propagande des régimes totalitaires

2) Expliquez la phrase soulignée.

Les médias mettent l'accent sur les personnalités des politiques et pas forcément sur les idées et les programmes : « peopolisation » de la vie politique.

Les médias vont diffuser des informations qui sont spectaculaires, qui sont tragiques et sensationnelles car c'est plus vendeur. Donc les médias donneraient plus d'importance à la dramatisation qu'à l'analyse des faits. Les médias recherchent du sensationnel, du spectaculaire. Par exemple, pour les banlieues les émeutes, les faits divers, les incidents, les accidents, les catastrophes naturelles... tous ces faits peuvent déclencher des sentiments forts, souvent négatifs (cf. construction sociale de la réalité, Pierre Bourdieu, Sur la télévision, Raisons d'Agir, 1996).

3) Quelle est la conséquence sur la vie politique ?

Les hommes politiques cèdent de plus en plus aujourd'hui à la tentation de la personnification c'est-à-dire que l'accent est mis sur la personnalité de l'individu et moins sur le programme qu'il défend ou au parti auquel il appartient. Les hommes politiques vont privilégier une logique de communication (simplification du discours, effet d'annonce, petites phrases) par rapport à une logique d'action. (Ce qui a pour conséquence de réduire la fonction de formation de l'opinion publique et de favoriser le débat démocratique des partis politiques. La fonction programmatique des partis a également été affaiblie par le fait que les hommes politiques se laissent dicter les sujets de leur intervention, c'est les médias qui assurent la fonction d'agenda.)

*Les médias assureraient la fonction d'agenda c'est-à-dire qu'elle dicteraient les sujets d'intervention aux personnels politiques. Cependant, les candidats aux élections mettent désormais en place des stratégies de « news management » qui visent à contrôler l'agenda des médias en leur fournissant des sujets. **Le laisser pour après ?***

a) le rôle des médias dans la vie politique

SI PAS LE TEMPS : Hommes politiques et journalistes ont des intérêts convergents pendant les campagnes électorales :

- Les hommes politiques ont besoin des médias pour mettre en place leur stratégie de communication et convaincre les électeurs. Depuis les années 1960, la communication est devenue de plus en plus importante surtout en périodes de campagnes électorales. Les dépenses en communication ont fortement augmenté. On assiste depuis les années 1960 à une véritable professionnalisation de la communication politique.

- Les médias ont besoin des hommes politiques (interview, scoop) pour améliorer leur audience. D'ailleurs, depuis les années 70, les médias et particulièrement la télévision (médias chaud contrairement aux médias froids) font de la politique spectacle : scandale, dramatisation, petite phrase, peu de temps pour comprendre les enjeux.. Donc les médias donneraient plus d'importance à la dramatisation qu'à l'analyse des faits.

Mais pour autant les médias font-ils l'élection ? Influencent-ils les électeurs ?

b) Les médias ne déterminent pas le vote, l'influence sur le comportement électoral est indirecte

Plusieurs travaux de sociologie électorale montrent que les médias ont des **effets limités** sur l'opinion des individus. Les changements d'opinion suite à une intense activité médiatique sont peu fréquents :

∞ car les individus ne sont pas passifs : ils suivent les médias dont ils partagent les points de vue (exemple : libération), n'écoute que les messages qui vont dans leur sens.

∞ Les messages véhiculés par les médias sont filtrés par les groupes d'appartenance de l'individu (famille, voisin, amis..) : Les Leaders d'opinion filtrent les messages et les adaptent aux normes du groupe de Lazarsfeld (université de Columbia)

Les médias n'auraient donc pas d'effet direct. Cela ne signifie cependant pas qu'ils n'aient aucun effet.

Document 11 Audiovisuel « Hollande, DSK, etc. de Pierre Carles

1h05 min à 1h08min:20s*

Q1) Quel est l'opinion de Michel Apathie (journaliste à RTL et Canal+) sur le pouvoir des médias ? Les médias n'ont pas de pouvoir d'influence sur les attitudes politiques. LA preuve c'est que si ils avaient un pouvoir d'influence JM Le Pen ne serait jamais arrivé au second tour de l'élection présidentielle en 2002 car les médias sont hostile au front national.

Q2) Comment le sociologue Laurent Bonelli nuance voir contredit M. Apathie ?

Il montre que le traitement de l'information à ce moment là a contribué à l'accession par JM Le Pen au second tour des élections présidentielles. En effet, les médias ont mis au centre de l'actualité la question de l'insécurité : 20 000 sujets TV entre Janvier et mai 2002 sur l'insécurité.

NB : Paul Voise était apparu le visage tuméfié dans les JT à deux jours du premier tour de la présidentielle 2002, et de la victoire de Jean-Marie Le Pen. Un fait divers qui avait nourri le sentiment d'insécurité. Trois jours plus tard, sur fond de sentiment d'insécurité, Jean-Marie Le Pen accédait au second tour de la présidentielle. Ainsi, Paul Voise, renommé "Papy Voise" devint le symbole de cette montée des crimes et délits, et par extension de la victoire du FN.

« La presse ne réussit pas, la plupart du temps, à dire aux gens ce qu'il faut penser, mais elle est extrêmement efficace pour leur dire à quoi il faut penser. » G. DERVILLE, Le pouvoir des médias : Mythes ou réalités, 2005

On parle alors **d'effet d'agenda** : les médias déterminent les questions politiques qui feront l'objet d'un débat. On parle aussi de **l'effet de cadrage**, c'est à dire que la manière de présenter l'information affecte sa signification. . Par exemple, le chômage est-il présenté comme un phénomène individuel ou comme résultant de logiques économiques plus globales ou un traitement épisodique de la pauvreté faciliterait une imputation de la responsabilité aux pauvres, alors qu'un traitement thématique et approfondi favoriserait la reconnaissance d'une responsabilité collective et d'une défaillance des politiques publiques). **Certains sociologues vont plus loin en montrant qu'il arrive aux médias d'imposer ce qu'il faut penser et surtout ce qu'il ne faut pas penser en lien avec l'idéologie dominante.**

1h08min 20 à 1h10min 50

A partir du documentaire, donner un exemple de l'imposition de normes idéologies par les médias.

- œ Nécessité de l'austérité salariale
- œ seul problème aujourd'hui réduire le déficit de l'Etat
- œ Tolérance zéro cela fonctionne

Selon Serge Halimi les représentants du quatrième pouvoir serait en fait « Les nouveaux chiens de garde » (1997) du pouvoir politique et économique. Son pamphlet dénonce un « journalisme de révérence » et de connivence envers les hommes politiques.

Les effets directs des médias semblent limités, les médias ne vont pas imposer un candidat mais ils ont des effets indirects comme celui de déterminer le calendrier des événements (effet d'agenda)

Exercice 3 :

Synthèse : Les médias et la communication politique : influence des attitudes politiques ?

L'influence des médias sur les attitudes politiques est loin d'être négligeable. Surtout la télévision , qui aujourd'hui est la première source d'information politique des électeurs.

La communication politique s'est accrue depuis les années 1960, elle est importante lors des périodes de campagne et les médias jouent un rôle central pour diffuser cette communication (cf. campagne télévisée, utilisation des sondages).

A partir des années 1970, de nombreuses études montrent l'impact négatif des médias qui privilégient le spectacle, l'émotion, le divertissement et non le traitement de l'information.

Des analyses récentes mettent en évidence les effets **indirects** des médias, les effets directs étant très limités. Les médias ne déterminent pas directement les attitudes et les comportements politiques. Ils influencent par leur fonction **d'agenda**, par la façon de présenter l'information et de sélectionner les enjeux politiques (effet de cadrage). Il faut d'autant plus relativiser l'influence des médias que les **électeurs** sélectionnent ceux dont ils partagent les point de vue, un électeur de droite ne lira peut être pas libération. (cf. P. Lazarsfeld travaux années 1940). De plus, en France, il existe un cadre contraignant comme par exemple sur le financement des campagnes électorales (aux Etats-Unis aucun plafond), interdiction des publicités télévisées, temps de parole surveillé par le CSA à la télévision lors des campagnes électorales.....